

5
2

MÉMOIRE HISTORIQUE

SUR

MONACO, MENTON ET ROCQUEBRUNE

RÉDIGÉ

D'APRÈS LES DOCUMENTS ORIGINAUX EXISTANT À TURIN

DANS LES ARCHIVES DU ROYAUME.

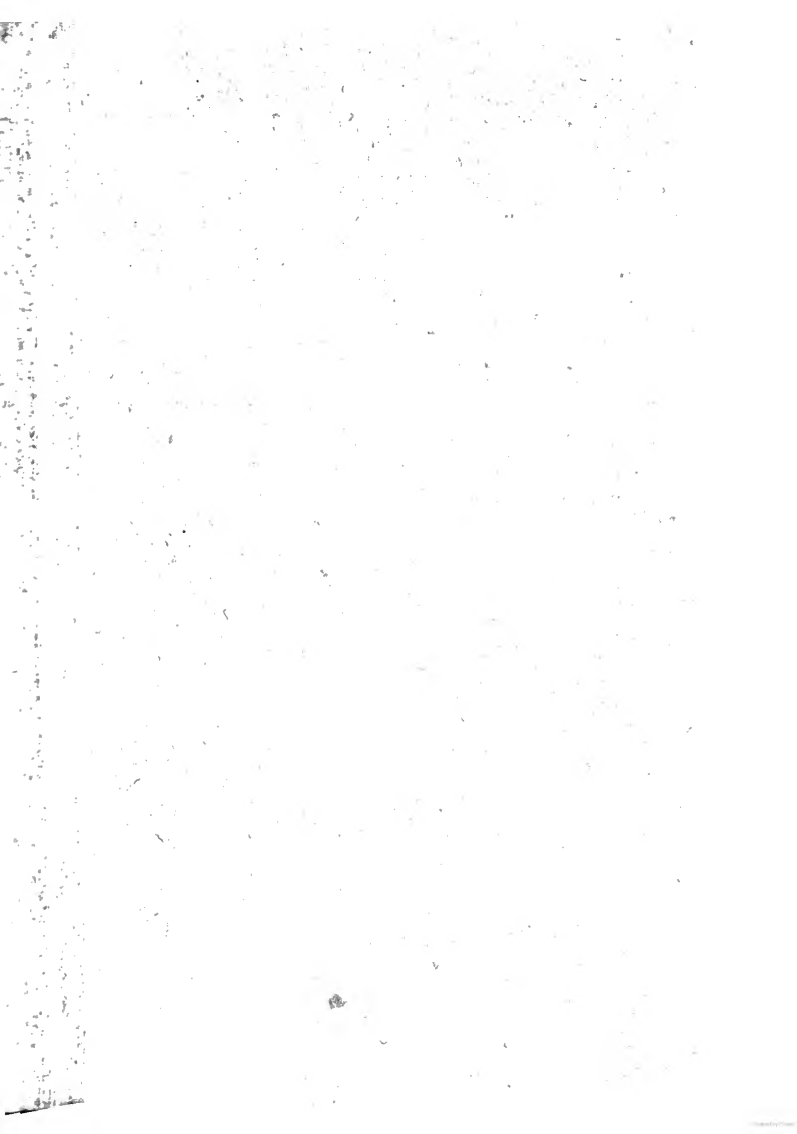
Publié par ordre du Gouvernement.



TURIN

IMPRIMERIE ROYALE

1850.



I.

Jusques vers le commencement du ^{xiii}^e siècle, Monaco n'avait jamais été qu'un rocher désert, au pied duquel les navires qui voyageaient le long des côtes de la Ligurie et de la Provence venaient chercher un abri contre la tempête. Les géographes grecs et romains désignent généralement la station de Monaco sous le nom de *Portus Monachus*, ou *Portus Monaci*, parce que, comme le dit Strabon, il y avait, à l'extrémité de ce promontoire, un temple dédié à Hercule, et desservi par un seul prêtre, par un solitaire, par un moine, *monachus*.

En 1078, deux habitants de la Turbie demandèrent à Archimbald, évêque de Nice, la permission de construire une chapelle sur les ruines de ce temple antique. Soixante ans environ plus tard, et en vertu d'un diplôme sans date rapporté dans le *Liber iurium* de la ville de Gènes, les Génois,

alors fort-puissants, se firent concéder en fief, par l'empereur Frédéric I, toute la rivière ligu-rienne, depuis le port de Monaco, *a portu Mo-naci*, jusqu'à Porto-Venere.

A cette époque-là, Monaco n'était encore qu'un endroit inhabité et sauvage, sans territoire, sans juridiction, ainsi qu'on le verra bientôt.

L'exécution du diplôme de Frédéric I, en fa-veur de la ville de Gènes, avait rencontré sans doute des difficultés de la part des comtes de Pro-vençe, du moins en ce qui concernait Monaco, et quelques autres localités, car, le 6 août 1174, les Génois crurent convenable de se faire délivrer, par le comte Raymond, une nouvelle charte où ce prince leur cède les lieux qui faisaient l'objet de la contestation. Cette charte, en ce qui regarde Monaco, s'exprime de la manière suivante: *Podium quoque et montem Monaci cum suis pertinenciis ad incastellandum*.

Il est évident, d'après ces expressions, que Mo-naco ne consistait alors qu'en un rocher nu, *po-dium*, *mòns*, qui n'avait été cédé à la ville de Gènes, qu'afin qu'elle y construisit un château destiné à défendre la côte adjacente, *ad incastel-landum*. Aussi les mots *cum suis pertinenciis* qui viennent ensuite, loin d'être employés comme sy-

nomme de territoire, ne signifient-ils ici que la pente, la déclivité du rocher même.

Les Génois, qui avaient intérêt, sous le point de vue maritime, à conserver la possession du rocher de Monaco, et pour qui la cession du comte de Provence n'était pas encore, à leur avis, un titre suffisant, dans ces temps de troubles continuels, jugèrent à propos d'implorer, auprès de l'empereur Henri VI, la rénovation et l'ampliation du diplôme de Frédéric I. Cette nouvelle concession eut lieu le 30 mai 1191. Dans la charte où elle est consigné, Henri VI accorde de rechef à la ville de Gènes, à titre de fief, toute la partie du littoral comprise entre Porto-Venere et Monaco, sous la condition de construire dans ce dernier lieu un château, pour la défense des chrétiens contre les Sarrasins, et à l'usage des troupes impériales en cas de guerre entre l'empire et les Provençaux.

Le même jour, il fut procédé, en faveur des Génois, par les commissaires ou envoyés de l'empereur, à la mise en possession du rocher de Monaco. L'acte dressé à cette occasion prouve toujours mieux que cet endroit, désigné sous le nom de *Podium et mons Monaci*, était alors dépourvu d'habitants, et ne pouvait avoir aucun territoire juridictionnel, puisqu'on y trouve énoncé,

plus expressément encore que précédemment, que l'inféodation en a été faite à la république de Gènes, afin qu'elle construise, sur ce promontoire sauvage, un château et un bourg en l'honneur de Dieu et au profit de l'empire: *ad castrum et burgum Deo propitio edificandum et in feudum tenendum ad honorem profectum et utilitatem imperii.*

Quoique, dans cette charte, il soit dit que les envoyés de l'empereur ont mis les délégués génois en possession de Monaco, de son port et du territoire adjacent, *portus eiusdem et terre adiacentis territorii*, ces derniers mots, comme ceux du diplôme de 1174, ne signifient autre chose que le penchant même du rocher et le rivage du port. Il est si vrai que les expressions terre et territoire doivent être entendues ici dans ce sens restreint, et ne sauraient s'appliquer à un territoire quelconque, autre que celui de la localité déserte dont il est question, localité qui comptait au plus quelques arpents, que les députés de la ville de Gènes, voulant que l'investiture qu'ils étaient chargés de recevoir s'accomplît suivant toute la rigueur des anciens usages, prirent un rameau d'olivier des mains des commissaires impériaux, et firent avec ceux-ci le tour du rocher et rien que du rocher

de Monaco, depuis son sommet jusqu'à sa base.
*Hanc investituram perpetui feudi imperii nomine
per ramos olivarum suscipientes per podium illud
Monaci deambulaverunt circumquaque superius
et infra cum predictis nunciis et specialibus legatis.*

Ces explications et celles qui vont suivre sont nécessaires pour bien faire comprendre la nature des contestations qui existèrent, pendant plus de trois siècles, entre les hommes de Monaco et ceux de la Turbie, au sujet d'un prétendu territoire réclamé par les premiers au préjudice des derniers, contestations auxquelles les ducs de Savoie et les princes de Monaco participèrent vivement, et qui ne purent être terminées qu'après de nombreux arbitrages.

Ce fut vers l'année 1214 seulement, que les Génois construisirent le château de Monaco, au pied duquel un petit bourg ne tarda pas à s'établir. Ils obtinrent, le 4 octobre 1220, de l'empereur Frédéric II, un nouvel acte d'inféodation semblable à celui que Frédéric I leur avait octroyé un siècle auparavant.

Quant aux habitants de Monaco, ils se reconnaissaient feudataires directs de la république de Gènes, qui, en 1262, les gratifia des mêmes franchises que Porto-Venere.

Il y eut successivement de grandes querelles entre les Génois et les comtes de Provence, au sujet de ce rocher nouvellement habité, dont la possession avait alors une certaine importance; mais, dans aucun de ces actes (et ils ne sont pas en petit nombre), qui furent passés, à cette occasion, entre les parties contendantes, on ne voit que Monaco eût étendu son territoire primitif, et eût acquis une juridiction quelconque sur les terres avoisinantes. Il résulte au contraire d'une longue série de chartes, commençant à l'année 1246, et se terminant vers le milieu du xv^e siècle, que les habitants de Monaco furent toujours déclarés inhabiles à acquérir des immeubles sur le territoire de la Turbie, sans la permission du seigneur de ce lieu, qui était vassal et sujet des princes de la maison de Savoie.

Depuis 1270 jusqu'à 1340 environ, Monaco, devenu une citadelle presque imprenable, servit alternativement de refuge aux Guelfes et aux Gibelins de la république de Gènes, lesquels, tour-à-tour vainqueurs ou vaincus, se bannissaient réciproquement de la ville natale, et obligeaient leurs adversaires à se retirer sur ce point extrême du littoral ligurien, où ils exerçaient la piraterie, et se livraient à toute espèce de brigandage.

Enfin les Grimaldi, qui étaient du parti des Guelfes, finirent par rester maîtres de cette place, et purent légitimer leur possession au moyen de différents actes qu'il est inutile de rappeler ici.

Plusieurs chartes anciennes nous apprennent qu'avant l'occupation de Monaco par les Grimaldi, ce lieu, encore peu habité, avait été possédé, en tout ou en partie, par les seigneurs de la Turbie appartenant à une famille appelée *de Isia*, et par les Spinola, qui tous reconnaissaient la supériorité féodale des Gênois.

Parlons maintenant de la première période historique de Menton et de Rocquebrune.

II.

Il résulte de plusieurs chartes rapportées dans le *Liber iurium* de la ville de Gènes, que les seigneuries de Menton et de Rocquebrune étaient possédées, au XII^e siècle, par l'illustre famille des comtes de Ventimiglia, qui les tenaient directement en fief de l'empire. Mais ces grands tenanciers, éloignés des empereurs, qui ne pouvaient toujours les protéger, et harcelés par les Gênois, qui ne cherchaient qu'à étendre leur domination, se virent obligés d'acheter la tranquillité et la

paix, en se plaçant sous la mouvance de ces derniers, et en leur abandonnant, même en pleine propriété, une partie de ce qu'ils possédaient. C'est ainsi qu'après divers actes provisoires ou partiels, passés en 1146, 1157, 1174, les comtes de Ventimiglia firent, le 25 février de l'année 1200, donation à la république génoise des châteaux de Penetto, de Gogolo, de Castiglione, de Melone, de Pozzo-Raynaldo, et encore de ceux de Golbo, de Zerbodo, de Buzana, de Dulzagan, de Poggio-Pino et de Rocquebrune, avec cette différence que les cinq premiers furent cédés à titre de domaine entier et irrévocable, et que les six autres furent restitués au donateur à titre de fief. Ce genre de donation, suivie de restitution du domaine utile, constituait, ainsi que nous le verrons plus tard, une espèce de fief appelé fief oblat.

Ce fut en 1353, si l'on doit ajouter foi à l'historien Villani, que Charles Grimaldi, seigneur de Monaco, acheta de Guillaume Lascaris, comte de Ventimiglia, la seigneurie de Rocquebrune, pour la somme de 16,000 florins d'or.

Quant à la seigneurie de Menton, plus spécialement désignée dans les anciens titres sous le nom de son principal château, le château de Poggio-Pino, Poypin ou Puipin, *Podium-Pini*, aujourd'hui

11
complètement détruit, elle passa d'abord, des mains des comtes de Ventimiglia, en celles des Vento, famille génoise, puis devint, en 1346, la propriété des Carretto, marquis de Savone, et des Grimaldi, par moitié entre eux, puis en 1383, des Grimaldi seuls.

Lorsqu'en 1424, la ville de Gènes tomba au pouvoir des Visconti, ducs de Milan, les Grimaldi furent obligés de se déclarer vassaux de ces princes, et de passer en leur faveur des donations semblables à celles que les Génois avaient exigées, deux-cents ans auparavant, des comtes de Ventimiglia, donations qui, suivies de la restitution du domaine utile, donnaient naissance au fief oblat, ainsi qu'on l'a dit il y a un instant.

Mais la domination des ducs de Milan, à Gènes ne dura pas long-temps, et les choses revinrent bientôt à leur ancien état.

III.

Il paraît que, lorsque les Milanais eurent été expulsés de Gènes, les Génois, préoccupés de l'idée d'établir, d'une manière plus solide et plus directe que par le passé, leur puissance sur les points importants du littoral ligurien, manifestèrent vis-à-vis des seigneurs de Monaco, des intentions qui

donnèrent à ceux-ci de sérieuses inquiétudes. La maison de Savoie, grâce au règne d'Amédée VIII, avait acquis une grande prépondérance en deçà des Alpes. Le duc Louis, malgré les défauts que l'histoire lui reproche, ne laissait pas que de soutenir dignement la gloire antique de sa famille : ce fut vers lui que Jean Grimaldi, seigneur de Monaco, alors propriétaire de Rocquebrune et de la moitié de Menton (le reste appartenait à d'autres branches des Grimaldi), crut devoir tendre les bras, afin d'échapper au danger qui le menaçait. Il se détermina donc à lui offrir la suzeraineté de ceux de ses domaines sur lesquels la ville de Gènes avait la supériorité féodale la moins apparente, et à passer en sa faveur l'acte du 19 décembre 1448, qui, avec celui dont nous parlerons dans un moment, doit être considéré comme le premier fondement des droits que le roi de Sardaigne est aujourd'hui appelé à exercer sur une partie de la principauté de Monaco.

Avant d'énumérer les clauses de cet acte, qui constitue une véritable oblation de fief, il est indispensable d'indiquer les caractères principaux de ce qu'on appelle le fief oblat, *feudum oblatum*, *feudum dedititium*.

Les fiefs en général formaient deux catégories séparées l'une de l'autre par la diversité de leur

origine. Le plus fréquemment, c'était de grands possesseurs d'alleux ou de bénéfices, qui, dans le but de peupler leurs terres désertes, d'augmenter leurs ressources, ou de s'en procurer de nouvelles, se dépouillaient à perpétuité du domaine utile de quelques-unes de ces mêmes terres, en faveur de certains individus, moyennant des redevances, des prestations, des services de différents genres, également perpétuels, sous la promesse d'une assistance réciproque. Le principe de l'association essayait, en ce temps-là, de reconstruire la société, et de l'arracher à une période de confusion et d'anarchie.

D'autres fois, mais moins souvent, c'était des propriétaires ou des bénéficiaires d'un ordre inférieur, qui, afin de conserver leurs patrimoines menacés, allaient se placer sous la dépendance d'un voisin puissant, capable de les défendre contre d'autres voisins audacieux et avides.

Pour arriver à ce but, ils faisaient donation pure et simple de leurs biens à celui dont ils désiraient acquérir la protection, et ce dernier, par le même acte, les restituait au donateur, sous la condition d'hommage et de fidélité féodale, et sous telle autre obligation qu'il croyait devoir imposer à son nouveau vassal. On appelait cela un fief oblat. Les docteurs définissent cette espèce de fief:

Ius inter duos, quorum unus rem suam mancipat, alter vero, ita volenti, remancipat, peculiari mutuae fidei conditione affectam.

L'acte du 19 décembre 1448 appartient, de toutes manières, au genre de fief dont il s'agit.

Dans cet acte, Jean Grimaldi transfère, à titre de donation entre vifs et irrévocable, la moitié de la seigneurie de Menton et la totalité de celle de Rocquebrune, à Louis, duc de Savoie, lequel, par un autre contrat dressé à la suite du premier, accorde au donateur, tant à lui qu'à ses enfants des deux sexes, nés et à naître, à l'infini, l'investiture desdits biens, à titre de fief lige, noble, ancien et paternel, *in feudum ligium, nobile, antiquum et paternum*, avec tous droits, hommages et récales, fiefs et arrière-fiefs, puissance du glaive, mère et mixte empire et omni mode juridiction, pouvoir d'instituer les juges et de les destituer, et avec les péages, leydes et exactions, telles qu'elles existaient auparavant etc. etc. Le duc Louis inféode en outre à Jean Grimaldi deux-cents florins de petit poids, à prendre chaque année, à la Saint-Jean-Baptiste, sur la gabelle de Nice, et il lui accorde, par grâce spéciale, la faculté de faire décider les causes d'appel par ses propres juges, sous les

couditions suivantes: 1° que les seigneurs de Monaco seront tenus de fournir aux princes de la maison de Savoie, un mois après que la réquisition leur en aura été faite, mille arbalétriers ou davantage, si besoin est, pour servir en Provence, aux frais de ces princes; 2° que ceux-ci pourront mettre garnison à Menton et à Roquebrune, et y envoyer autant de soldats, tant à pied qu'à cheval, qu'ils le jugeront nécessaire.

Le 22 juillet 1454, Catalan Grimaldi, fils de Jean, se conformant aux lois alors en vigueur, qui exigeaient le renouvellement de l'investiture, à chaque mutation dans la personne du suzerain ou dans celle du vassal, fit hommage au duc Louis des fiefs ci-dessus mentionnés, et prêta entre ses mains le serment de fidélité prescrit en semblable cas.

Le 22 avril 1477, Lambert Grimaldi, qui avait épousé Claudine, fille unique et héritière de Catalan, et qui possédait, de son chef, les cinq sixièmes de la moitié restante du territoire de Menton, en fit donation au duc Philibert, et en fut successivement investi par lui, à titre de fief, dans les termes et sous les clauses contenus en l'acte du 19 décembre 1448.

La maison de Savoie eut dès lors le domaine

direct des onze douzièmes de la seigneurie de Menton.

Les Grimaldi eurent plusieurs fois l'occasion de faire renouveler les inféodations dont on vient de parler. En 1481, ils promirent notamment d'arborer sur leurs châteaux l'étendard de Savoie, en signe de vassalité, ainsi que cela se pratiquait fréquemment alors. En 1506, Lucien Grimaldi réitéra la même promesse; il s'engagea en outre à suivre le duc Charles à la guerre, lui personnellement avec un autre chevalier, pendant trois mois à ses frais, et pendant trois mois aux frais du duc, et de se faire remplacer par son fils aîné, en cas d'empêchement, et à défaut de celui-ci par son fils cadet.

Enfin, en ce qui touche la forme extrinsèque des inféodations dont il s'agit, on remarque que les seigneurs de Monaco, lorsqu'ils devaient faire hommage aux ducs de Savoie des fiefs de Menton et de Roquebrune, se présentaient devant eux nu-tête, sans armes, bottes ni éperons, et recevaient l'investiture de ces mêmes fiefs à genoux, par la tradition d'une épée et par un baiser sur la bouche, selon l'usage des anciens temps: *osculo oris interveniente, more antiquo*.

IV.

On a vu qu'en restituant à Jean Grimaldi le domaine utile de Roquebrune et d'une portion de Menton, le duc Louis lui en accorda l'investiture à titre de fief lige, noble, ancien et paternel avec tous les droits régaliens qui en dépendaient. Il est essentiel de s'arrêter un instant sur ces caractères qui doivent servir de norme aux rapports féodaux existants entre la maison de Savoie et les princes de Monaco.

Les fiefs se divisaient, en pratique, en un grand nombre d'espèces diverses. Leur distinction en fiefs liges et fiefs non liges figurait parmi les plus importantes.

Le fief lige, *feudum ligium*, dont la qualification dérive du mot latin *ligare*, lier, était celui qui liait aussi fortement, aussi intimément que possible, le vassal à son seigneur, *arctissime ligans*. En vertu de ce genre de fief, le feudataire devait à son suzerain une fidélité absolue et sans réserve, *nulla alterius fidelitate reservata*; il était tenu de le servir envers et contre tous, à l'exception de Dieu seul, *nemine nisi solo Deo excepto*.

On conçoit qu'une semblable fidélité ne pouvait raisonnablement être promise qu'à des princes

jouissant de tous les droits de souveraineté, tels que se trouvaient alors les ducs de Savoie, qui, en tant que vicaires de l'empire, exerçaient dans leurs états la plénitude de la juridiction impériale. Différemment, il eut été difficile d'admettre l'existence de ce fief, selon toute l'extension du mot qui sert à le qualifier; car il est de règle que personne ne saurait avoir deux maîtres à la fois. Ce n'est donc que très-improprement que, dans certains cas où le vassal se réserve la fidélité qu'il doit à un autre suzerain, le fief est appelé fief lige, ce qui, du reste, se présente rarement.

La qualification de fief noble s'appliquait aux fiefs dont la possession était attributive de la noblesse, par opposition aux fiefs non nobles, qui n'emportaient pas avec eux ce privilège. Autrefois en effet on disait que la terre anoblissait le possesseur; *terra nobilitat possessorem*.

Le fief ancien différait essentiellement du nouveau par les conséquences de ses principes en matière d'hérédité, d'aliénation et de déchéance.

En général, on donnait ce nom aux fiefs que le feudataire tenait de ses ancêtres. Cela n'empêchait pas qu'en changeant les clauses de l'investiture, un fief ancien ne pût être converti en un fief nouveau, et *viceversa*.

Quant au fief paternel, il différerait en plusieurs points du fief maternel, surtout en ce qui touchait l'ordre des successions.

Les fiefs, ainsi qu'on l'a vu précédemment, étaient des concessions perpétuelles, qui devenaient un véritable patrimoine entre les mains des personnes qui les possédaient. Celles-ci n'en pouvaient être privées sans une cause légitime. Le plus souvent ces motifs de privation dérivait du délit de félonie qui, d'après les définitions qu'en donnent les docteurs, comprenait, non seulement la rébellion proprement dite, mais encore toute espèce de fraude, de méchanceté, de faute commise par le vassal envers son seigneur : *quaelibet fraus, improbitas aut culpa*.

Suivant les jurisconsultes qui se sont le plus occupés de ces matières, les causes pour lesquelles le feudataire encourait la déchéance, à raison du délit de félonie, étaient au nombre de quarante-sept, parmi lesquelles on remarque celles-ci : s'il néglige de demander à son seigneur l'investiture de son fief, dans le terme d'un an et un jour à dater de l'époque où il a commencé à le posséder; s'il refuse le serment de fidélité; s'il dénie le fief même; s'il en fait hommage à un autre; s'il en abuse et le détériore.

On n'a pas manqué sans doute d'observer que, dans l'inféodation du 19 décembre 1448, comme dans celles qui l'ont suivie, les seigneurs de Monaco furent investis, non seulement de ce qu'on appelait le mère et mixte empire et l'omnimode juridiction, avec puissance du glaive, ce qui comprenait la haute, la moyenne et la basse justice, mais encore de toutes les régales existantes sur les territoires concédés en fief. Les ducs de Savoie, dans ces actes ne se réservent que le domaine direct de ces mêmes territoires, et le droit de supériorité et de ressort sur iceux.

Il résulte de là que la juridiction territoriale de Roquebrune et de Menton appartenait, dans toute sa plénitude, aux seigneurs de Monaco, qui pouvaient l'exercer sans que les ducs de Savoie eussent à s'y immiscer, encore qu'il s'agit des causes d'appel, ces causes devant être décidées par les juges du feudataire, à l'exclusion de ceux du suzerain. Les ducs de Savoie ne possédaient que le haut domaine, la haute souveraineté, *altum dominium*, des terres spécifiées dans les actes ci-dessus cités; les seigneurs de Monaco en avaient la moyenne souveraineté, la juridiction et le domaine utile, sans limitations ni exceptions. C'est pourquoi, vers le milieu du dernier siècle, la ques-

tion de savoir si le roi de Sardaigne pouvait faire capturer les bandits qui se refugiaient à Menton ou à Rocquebrune s'étant représentée, les conseillers de la couronne furent d'avis qu'il n'en avait pas le droit, par la raison qu'ils n'y exerçaient point de juridiction territoriale.

Quoique les seigneurs de Monaco se soient souvent permis de battre monnaie, il est fort douteux qu'ils aient jamais pu le faire légalement; il est même assez évident que, d'après les actes anciens qui ont été cités jusqu'à présent, ce droit ne pouvait leur appartenir. Lors de l'inféodation du 19 décembre 1448, ces seigneurs furent bien investis de ce qu'on appelait les régales, mais seulement des régales légitimement établies sur les territoires concédés en fief, et non des régales en général, ce qui, pour une infinité de cas eût consacré une usurpation de la puissance souveraine, ou eût été un non-sens. Les régales, *regalia*, dit l'auteur du *Liber feudorum*, sont les routes, les fleuves navigables, les ports, les tributs, les biens vacants, les biens que la loi enlève aux indignes, la faculté de battre monnaie, celle de créer des juges, les revenus des salines, l'exploitation des mines, etc. etc. Par cela seul qu'un vassal avait été investi des régales,

il ne s'ensuivait pas qu'il pût exercer, dans son fief, la plénitude des droits régaliens, sans aucune exception. Ces droits se trouvaient naturellement restreints aux régales régulièrement établies sur les lieux. Ceci est tellement vrai, que, chaque fois qu'un feudataire avait l'intention de créer de nouvelles régales, d'introduire par exemple de nouveaux tributs, de nouveaux péages, d'exploiter des mines nouvellement découvertes, de constituer de nouvelles juridictions judiciaires, il devait en obtenir l'autorisation de l'empereur, ou de celui qui le représentait. L'histoire de nos contrées pourrait fournir, s'il en était le cas, une infinité de citations à cet égard. A plus forte raison, le vassal ne pouvait-il avoir le droit de battre monnaie, *ius cudendae monetae*, sans une permission spéciale. Or on ne voit nulle part qu'une semblable permission ait été accordée aux seigneurs de Monaco.

V.

Six ans à peine s'étaient écoulés depuis que les ducs de Savoie avaient acquis la haute souveraineté de Rocquebrune et de Menton, que des dissensions graves s'élevèrent entre les habitants de la

Turbie et ceux de Monaco, touchant les limites de leur territoire respectif. Ces derniers, soutenus par les Grimaldi, et se fondant sur des titres plus qu'équivoques, n'aspiraient à rien moins qu'à dépouiller les premiers d'une partie de leurs propriétés communales, pour se les attribuer. La question se présentait assez importante sous le point de vue politique: il s'agissait en effet de savoir si, en vertu des actes primordiaux, à la faveur desquels Monaco avait pris naissance, cette petite ville pouvait réclamer un territoire autre que celui du rocher dont elle occupait la base. En vain les Grimaldi s'appuyaient sur une donation supposée faite en l'année 920, par l'empereur Othon le Grand à un prétendu Grimaldus, pour le récompenser d'avoir expulsé les Sarrasins des côtes de la Provence; il fut prouvé que cet acte, non seulement n'avait aucune réalité, mais qu'il contredisait les données les plus élémentaires de la chronologie et de l'histoire.

Plusieurs autres chartes altérées par les légistes chargés de poursuivre les prétentions des habitants de Monaco, furent rétablies dans la pureté de leur texte primitif par les avocats de la Turbie, qui déjouèrent ainsi les espérances qu'elles avaient fait concevoir.

Au nombre des actes que les Grimaldi invoquaient le plus chaudement, pour étendre d'une manière assez considérable le territoire de Monaco vers le sud-ouest, se trouvait une convention du 11 novembre 1330, entre le sénéchal du roi Robert, comte de Provence, et les habitants de Monaco, afin de déterminer la ligne de la mer, en deçà de laquelle il serait interdit à ceux-ci d'exercer la piraterie. Monaco était en effet devenu à cette époque, suivant le témoignage des historiens contemporains, le repaire des plus audacieux bandits de la Ligurie, qui désolaient le littoral par leurs vexations et leurs rapines, ne laissant passer aucun navire, sans lui imposer au moins des taxes exorbitantes. Dans la convention ci-dessus citée, il est dit que l'on considérera comme mer royale ou mer franche toute la portion de mer qui s'étend depuis le cap de Monaco, jusqu'à la hauteur de Bodoni: *quod, marè regium censeretur quantum durat a capite dicti castri de Monaco versus occidentem usque ad gradum antiqui Bodoni*. Or les habitants de Monaco prétendaient que les mots *a capite castri de Monaco* indiquaient, non pas le promontoire où leur ville est assise, mais bien le cap d'Aglio, qui en est à une certaine distance, et qu'ainsi ils avaient le droit de se

mettre en possession de cette dernière localité, qui faisait, disaient-ils, partie de leur territoire. Mais il n'était pas difficile de démontrer le vice d'une semblable interprétation, vice résultant de la suite même de l'acte, dont les dispositions sont restreintes au seul lieu de Monaco; car elles portent que, si quelque individu de ce lieu s'adonne à la piraterie, en deçà des limites précédemment désignées, le juge municipal, *rector*, l'obligera à restituer ce dont il se sera emparé, et que, si ce malfaiteur s'enfuit, il devra le bannir à tout jamais, lui, sa femme, ses enfants, ordonner la destruction de sa maison, et livrer son patrimoine à une dévastation perpétuelle: *et si contingerit effugere a dicto castro talis sic effugiens cum uxore et liberis perpetuo bampniatur et domus eius destruatutur et alie sue possessiones et predia depopulentur subiicianturque perpetue vastitati.*

Cette première contestation, commencée en 1454, fut assoupie, en 1480, par une transaction du 1^{er} septembre, où l'on déclara que le territoire de la Turbie s'étendrait jusqu'au rocher de Monaco, mais que les habitants de Monaco auraient la faculté d'acquérir des immeubles sur le territoire de la Turbie. Cet acte fut ratifié par Lambert Grimaldi, le 16 août de l'année suivante.

VI.

Lorsqu'en 1493, Charles VIII, roi de France, entreprit la conquête du royaume de Naples, Jean Grimaldi, le deuxième du nom, alors possesseur de la seigneurie de Monaco, aida de tout son pouvoir le monarque français dans l'accomplissement de ce projet.

Ce seigneur mourut en 1505, assassiné par son frère Lucien, qui, malgré ce crime odieux, sut captiver les bonnes grâces de Louis XII, successeur de Charles VIII, lequel lui conféra plusieurs charges importantes.

Quoique, l'année même de son avènement, Lucien eût fait hommage, au duc de Savoie, des fiefs de Menton et de Roquebrune, et eût promis de servir personnellement ce prince à la guerre, avec ses propres fils et un certain nombre de chevaliers, ainsi qu'on l'a vu précédemment, il ne tarda guères à laisser deviner la tendance qu'il avait à se placer sous la protection de la France, afin de se préparer les moyens de désertier plus tard la dépendance sous laquelle ses ancêtres s'étaient placés, un demi siècle auparavant.

A cette époque les Génois venaient de secouer le joug de Louis XII; ils avaient même essayé de

s'emparer de Monaco, qui, défendu par les troupes savoisiennes et françaises, soutint un siège de six mois et finit par lasser l'opiniâtreté des assaillants. Lucien profita de ces circonstances pour essayer d'abolir, en premier lieu, le droit de supériorité féodale que la république de Gènes aurait pu invoquer avec fondement à l'égard de Monaco, en vertu des actes cités au commencement de ce mémoire. Il s'adressa donc au roi de France, qui, en sa qualité de comte de Provence, lui octroya, le 14 mai 1512, des lettres patentes déclarant qu'il est notoire: « que ledict Lucien de Grimauld » ne tient sa place et seigneurie de Monèques que » de Dieu et de l'espée, sans que jamais, ne luy » ne ses prédécesseurs, auxquels elle a appartenu » de si grand'ancienneté qu'il n'est mémoyre » du contraire, en recogneussent ne advouassent » jamais à souverain, roy ne prince ou seigneur, » fors que à Dieu. »

En renforçant ainsi les liens qui l'attachaient à la France, Lucien se disposait sans doute à profiter de la première occasion, pour transformer, en protectorat de droit, le protectorat de fait que lui accordait cette puissance.

Bien que ce protectorat, dans le cas où il aurait cessé d'être un privilège attaché à la seule per-

sonne du protégé, et où il aurait dû devenir en quelque sorte territorial, et s'étendre au delà des limites de Monaco, sur les seigneuries de Menton et de Rocquebrune, eût été de nature à porter atteinte à la haute souveraineté des ducs de Savoie, ces princes, en l'absence d'un acte formel, lésif de leurs droits, jugèrent à propos de garder le silence.

VII.

Lucien Grimaldi, meurtrier de son frère, était destiné, lui aussi, à mourir de mort violente. En 1523, il fut assassiné dans son palais par un de ses neveux.

Il laissait un fils en bas âge, qui passa sous la tutelle de son oncle, Augustin Grimaldi, évêque de Grasse.

La guerre venait alors de s'allumer entre Charles-Quint et François I.

Charles-Quint, maître de l'empire, possesseur de l'Espagne et du Milanais, paraissait offrir plus de gages que son compétiteur à l'ambition d'Augustin Grimaldi. Ce prélat n'hésita donc pas à désertir la protection du roi de France, pour aller se placer sous celle de l'empereur. Le 7 juin 1524,

il conclut, à Bruges, avec Charles-Quint une convention secrète, par laquelle il s'engagea à recevoir à Monaco une garnison espagnole, aux frais de l'Espagne, et à traiter en amis tous les sujets de l'empire.

Enhardi par cette protection puissante, et par les revers que la France ne tarda pas à éprouver, Augustin Grimaldi ne se soucia plus des devoirs qu'il avait à remplir envers les ducs de Savoie; il négligea de demander à ces princes, au nom de son neveu, l'investiture des fiefs de Menton et de Roquebrune; il se mit à inquiéter, par mille vexations, le commerce que les Niçards faisaient sur les côtes de Provence, et engagea les habitants de Monaco dans de nouvelles querelles avec ceux de la Turbie, sur la question du territoire.

Il mourut en 1532. Son pupille Honoré fut maintenu dans la protection impériale, par un acte confirmatif du traité de Bruges. Devenu majeur, il se dévoua au service de l'Espagne, et mourut en 1581, après s'être distingué dans plusieurs combats.

Charles, successeur d'Honoré, fort de l'exemple de son prédécesseur, et comptant d'être soutenu par l'Espagne, qui peut-être aussi l'encourageait à la résistance, dans l'espoir de réaliser plus tard

des pensées qu'elle n'osait encore manifester, Charles, disons-nous, ayant été sommé, lors de son avènement, de se présenter devant le duc Charles-Emmanuel I, pour recevoir l'investiture de Roquebrune et des onze douzièmes de Menton conformément aux reconnaissances précédentes, et pour prêter serment de fidélité, refusa d'obtempérer à l'injonction qui lui était faite, et, par cette conduite à-peu-près inouïe en ce temps-là, se plaça en état de rebellion flagrante contre son suzerain.

Un tel acte constituait, d'après les lois féodales, un crime de félonie proprement dit, et donnait ouverture à la déchéance du feudataire.

Le duc Charles-Emmanuel I, à qui son intérêt et son honneur commandaient, non de tirer vengeance, mais de faire justice de la révolte de son vassal, voulut qu'on procédât, à l'égard du seigneur de Monaco, avec toutes les solennités, toutes les lenteurs, toutes les formes protectrices de la procédure alors en vigueur.

Ce seigneur fut d'abord cité à comparaître personnellement ou par mandataire spécial, dans un délai déterminé, devant le duc de Savoie, afin de passer reconnaissance de fief, et obtenir les investitures d'usage. Son refus devenu constant, en-

suite de sa non-comparution, le procureur patrimonial près la chambre des comptes de Turin fut chargé d'instituer contre lui un procès régulier par devers cette cour suprême. Ajourné juridiquement et reconnu défaillant, il fut pourvu d'un curateur, qui fit valoir, en sa faveur, tous les moyens que la nature de la cause pouvait suggérer. Enfin, le 26 avril 1583, la chambre rendit une sentence contumaciale, par laquelle elle déclara :

« le fief de Menton, pour les onze parts de douze,
 » et celui de Rocquebrune, pour le tout, être
 » devenus caducs, en vertu des causes exprimées
 » au procès, et le domaine utile d'iceux consolidé
 » avec le domaine direct; à quel effet ils devront
 » être réduits ès mains de la chambre, et le procureur patrimonial mis et maintenu en leur
 » possession. » *La camera ha dichiarato e dichiara il feudo di Mentone, per le undici parti di dodici e tutto quello di Roccabruna essere decaduti, per le cause de' quali negli atti, e l'utile dominio d'essi consolidato col diretto; e a quest'effetto doversi ridurre alle mani della camera, e nel possesso d'essi mettere e messo mantenere il procuratore patrimoniale, ecc.*

Le même jour, Charles-Emmanuel I rendit contre le seigneur de Monaco, une déclaration

de déchéance conforme à ladite sentence; mais lorsqu'on voulut en venir à l'exécution, les Espagnols qui occupaient Monaco y mirent obstacle.

D'après les lois féodales du Piémont, la chambre des comptes de Turin était compétente pour prononcer la dévolution des fiefs dont il est question. En France, c'eût été le parlement de Paris; en Allemagne, l'empereur lui-même; en Angleterre et dans quelques autres contrées, une cour de pairs. La convocation d'une cour semblable aurait été nécessaire s'il se fût agi d'un fief situé en Val-d'Aoste, d'après les institutions particulières de ce pays.

VIII.

On sait qu'à dater du xiv siècle, les princes de la maison de Savoie avaient été investis par les empereurs de ce qu'on appelait le vicariat perpétuel de l'empire, en vertu duquel ils exercèrent dès lors la plénitude de la juridiction impériale sur tous les vassaux de leurs états. Ce privilège important, qui rendait ces princes juges exclusifs de toutes les causes féodales que l'on portait auparavant à la cour aulique, fut un des moyens les plus puissants dont ils se servirent pour affer-

mir leur domination sur des feudataires indociles, et pour achever surtout la ruine du pouvoir temporel des évêques qui gênait singulièrement leur tendance vers l'unité monarchique.

Comme, dans les nombreux diplômes impériaux relatifs à cet objet, les circonscriptions territoriales affectées au vicariat perpétuel de l'empire avaient toujours été désignées plus ou moins spécialement, et que, depuis le dernier de ces diplômes, la maison de Savoie avait acquis le domaine direct et la haute souveraineté de plusieurs lieux qui étaient venus grossir son antique patrimoine, le duc Charles-Emmanuel I jugea convenable de s'adresser à Rodolphe II, afin d'obtenir la confirmation des privilèges précédents, et leur extension aux terres nouvellement incorporées à ses états. Ce monarque en effet lui octroya, le 31 mai 1588, une nouvelle charte, par laquelle il étendit le vicariat général et perpétuel de l'empire au comté de Tende, ainsi qu'à Menton, Roquebrune, Pornassio et Dolceaqua, et investit le duc de tous les droits quelconques que les empereurs pouvaient avoir sur ces différents territoires: *declarautes quoque ex scientia et autoritate caesareae potestate nostra, quod deinceps perpetuis futuris temporibus, praedicto Carolo Emmanueli,*

duci Sabaudiae, consanguineo, affini et principi nostro carissimo, haeredibusque et successoribus suis, ut in episcopalibus Albengae, Albae et Aquarum dioecesibus, quoad comitatum Tendae, Mentonum, Roccabrunam, Pornassium et Dolceaquam, eorumque pertinentias, aliaque loca quae in iisdem dioecesibus possidet, omne ius quod praedecessores nostri, Romanorum imperatores et reges, in illis olim praetenderunt et habuerunt, et nos sacrumque romanum imperium, de iure vel consuetudine habere possumus, competere, et ad illum et illos pertinere, praefataeque dioeceses sub et in vicariatu imperiali generali praefatis ducibus Sabaudiae concesso, quoad comitatum Tendae, Mentonum, Roccabrunam, Pornassium et Dolceaquam, eorumque pertinentias ac caetera loca quae in iisdem dioecesibus possident, comprehendendi.

Cette concession fut confirmée et renouvelée en 1613, 1621 et 1632.

IX.

Grâce à la protection de Philippe II, roi d'Espagne, Hercule Grimaldi, frère et héritier de Charles, non content de suivre l'exemple de son

prédécesseur, et de persister dans son système de félonie, en déniaut fidélité et hommage aux ducs de Savoie, à raison des fiefs de Menton et de Rocquebrune, trouva moyen de raviver les querelles de limites agitées jadis entre les habitants de Monaco et ceux de la Turbie. Ces derniers, inquiétés par leurs adversaires, recoururent à Charles-Emmanuel I, qui, par lettres-patentes du 4 octobre 1596, donna commission au gouverneur et aux autres officiers de la ville de Nice de faire indemniser les individus qui, en ces circonstances, avaient souffert quelques dommages, faute de quoi, il les autorisait à y pourvoir par voie de représailles.

Ces mesures n'ayant produit que peu d'effet, le duc fut obligé, en 1599, d'envoyer un renfort de soldats à la Turbie, afin de garantir ses sujets contre d'injustes agressions, et de conserver les droits de la juridiction ducal.

Effrayé de la tournure que prenait cette affaire, Hercule Grimaldi invoqua la protection de Philippe II, qui ordonna à Frédéric Quintio, avocat fiscal à Milan, de se transporter sur les lieux contentieux, et de prendre des informations. Le seigneur de Monaco y envoya, de son côté, quatre commissaires, qui finirent par consentir à ce que

la région dite de Fonte-vecchio, qui faisait partie du territoire en litige, fût attribuée à la Turbie. Charles-Emmanuel, ne voulant pas toutefois laisser ses sujets sans défense contre de nouvelles entreprises, jugea convenable de maintenir, dans cette commune, la garnison qu'il y avait placée. En vain Hercule Grimaldi fit à cet égard de nouvelles instances auprès de Philippe II; ses démarches n'aboutirent qu'à un compromis, en vertu duquel on s'en rapportait à la décision future de certains arbitres qu'on se réservait de nommer.

La protection de l'Espagne avait engagé, comme on le voit, les seigneurs de Monaco dans une ligne de conduite tout-à-fait contraire à leurs obligations envers les ducs de Savoie. Cette protection ayant cessé de s'attacher purement et simplement à la personne de ces seigneurs, et paraissant vouloir se transformer en une véritable supériorité territoriale affectant, non seulement Monaco, mais encore Menton et Roquebrune, cette protection, disons-nous, était évidemment attentatoire aux droits dérivant des inféodations du 19 décembre 1448 et du 22 avril 1477, et des actes de reconnaissance qui s'en étaient suivis, jusqu'à celui du 5 mai 1506, qui en formait le dernier anneau. Depuis lors, les Grimaldi avaient ajouté aux nom-

bréuses causes de déchéance qu'on pouvait faire valoir contre eux celle d'avoir encouragé les mauvais traitements et les vexations de leurs sujets envers les sujets de leurs suzerains.

Mais ils ne tardèrent pas à se repentir de s'être placés sous la tutelle d'une puissance formidable qui, peu-à-peu, les privait de toute indépendance et de toute liberté.

Pour juger en effet de ce qu'était la protection de l'Espagne, il suffit de parcourir la capitulation ou plutôt le traité conclu le 26 février 1605, entre le comte de Fuentes, gouverneur de Milan, agissant au nom de Philippe III, et don Frédéric de Lande, prince de Val-de-Tare, tuteur d'Honoré Grimaldi, fils d'Hercule. Il résulte de cet acte, que, sous prétexte de conserver au jeune prince ses états héréditaires, on l'obligeait à retenir à Monaco une garnison espagnole, dont on le créait à la vérité capitaine, mais qui, par ses immunités et ses franchises, n'était pas moins un obstacle à ce qu'il pût librement exercer ses droits politiques; d'autant plus que cette garnison, se croyant, jusqu'à un certain point, en pays conquis, se livrait à des abus de pouvoir, à des vexations telles qu'elle finit par se rendre odieuse, et que les habitants n'aspirèrent qu'à s'en délivrer.

Par le traité susdit, les troupes espagnoles devaient s'abstenir d'occuper Menton et Roquebrune, quoique la contecture de l'acte laisse apercevoir que l'Espagne prétendait également étendre sa protection sur ces deux localités.

X.

Le 14 septembre 1641, Honoré Grimaldi ne pouvant plus supporter la domination espagnole, conclut à Péronne, avec la France, une convention secrète, par laquelle il se plaça à perpétuité, lui et ses successeurs, sous la protection de cette puissance.

Malgré les formules cauteleuses dont ce traité est rempli, et qu'on avait employées pour colorer les nouveaux liens que s'imposait le seigneur de Monaco, la protection de Louis XIV ne devait guères mieux valoir pour lui que celle de l'Espagne: ce n'était en définitive qu'un changement de maîtres. On y trouve au fond les mêmes dispositions que dans la capitulation du 15 février 1605; seulement les troupes de S. M. Très-chrétienne devaient remplacer à Monaco les troupes de S. M. Catholique.

Il y a plus, le traité espagnol avait respecté,

au moins dans la forme, la haute souveraineté des ducs de Savoie sur Menton et Rocquebrune; le traité français la renverse de fond en comble, ou plutôt le grand roi ne semble pas même se douter qu'elle existe. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur l'article suivant (article 8 dudit traité).

« Le Roi recevra en sa royale protection et
 » sauvegarde perpétuelle et des rois, ses succes-
 » seurs, lesquels Sa Majesté obligera par le pré-
 » sent traité, ledit prince de Monaco, le marquis
 » son fils, toute sa maison et tous ses sujets, et
 » les places de Monaco, Menton et Rocquebrune,
 » avec leurs territoires, juridictions et dépendances,
 » ensemble tous les héritiers et successeurs dudit
 » prince, et les gardera et défendra toujours contre
 » qui que ce soit qui les voudrait indûment of-
 » fenser; maintenant ledit prince en la même li-
 » berté et souveraineté qu'il le trouvera, et en
 » tous ses privilèges et droits de mer et de terre,
 » et en toute autre sienne juridiction et apparte-
 » nance, de quelque sorte que ce soit, et les fera
 » comprendre en tous les traités de paix; et en
 » outre ledit prince pourra faire arborer, en
 » toutes ses places et terres, étendard de France;
 » dans les occasions de quelques troubles ennemis. »

Le roi de France ne pouvait violer plus ouvertement qu'il ne le faisait par cet article, les droits qui compétaient à la maison de Savoie sur Menton et Rocquebrune, en vertu des inféodations de 1448 et de 1477. Il ne se bornait pas à prendre sous sa protection les princes de Monaco personnellement et la seule place de Monaco, mais encore « les places de Menton et de Rocquebrune, avec » leurs territoires, juridictions et dépendances, » et il se réservait la faculté de faire arborer, dans ces mêmes places, la bannière française, lorsque le cas l'exigerait.

Peu de mois après la conclusion du traité dont il s'agit, Honoré Grimaldi surprenait, de nuit, la garnison espagnole, et l'expulsait à tout jamais de Monaco.

XI.

Profitant de la protection de la France comme ils avaient fait de celle de l'Espagne, les princes de Monaco, non seulement continuèrent à refuser de passer reconnaissance des fiefs qu'ils tenaient de la maison de Savoie, mais ils en vinrent à nier ouvertement le principe même de leurs obligations, en attaquant les actes en vertu desquels elles existaient.

D'autre part, ils ravivèrent les anciennes questions de territoire, et s'engagèrent, à cet égard, avec les habitants de la Turbie, dans des querelles plus sérieuses encore que celles qui avaient eu lieu précédemment.

Le duc Charles-Emmanuel II, désirant voir la fin de cette contestation, consentit à prendre pour arbitres le cardinal d'Est et le cardinal Impériali. En 1670, le comte Gazelli, avocat patrimonial près la chambre des comptes de Turin, fut envoyé à Rome, pour plaider la cause des sujets ducaux. Les arbitres ordonnèrent des informations, mais elles furent si peu satisfaisantes, si incomplètes, que ces prélats voulurent, comme on dit vulgairement, faire un clou mal taillé, et proposèrent, au moins par mode provisoire, d'opérer le partage des lieux contentieux. Le duc refusa cette proposition, et les choses restèrent dans cet état jusqu'en 1699, que le procès se ralluma avec ardeur. Les parties consentirent alors à la médiation du roi de France; mais ce moyen ne réussit pas mieux que les précédents.

Lorsqu'après la guerre de la succession d'Espagne, les puissances belligérantes eurent ouvert, à Utrecht, des conférences pour la paix, le duc de Savoie transmit à l'assemblée générale des plé-

nipotentiaires une note renfermant deux propositions, sur lesquelles il requérait qu'on délibérât.

Par la première, il demandait: « que le Roi
» Très-chrétien lui cédât le fort de Monaco, et
» que Sa Majesté fût chargée d'indemniser le
» prince de Monaco. »

Par la seconde, il demandait: « que le prince
» de Monaco reconnût de Son Altesse Royale la
» supériorité et le domaine direct de Menton et de
» Rocquebrune, et en prit les investitures, ainsi
» que ses prédécesseurs avaient fait. »

Le traité d'Utrecht ne résolut point ces difficultés; il en remit seulement (article 9) la solution à l'arbitrage des cours de France et d'Angleterre. Le président de Lescheraine fut alors envoyé à Paris, pour soutenir, devant les commissaires des deux puissances, les droits de son souverain. De nombreux mémoires en fait et en droit furent échangés entre les parties. Enfin, le 22 juin 1714, les délégués royaux rendirent une sentence par laquelle ils déclarèrent « le prince de Monaco tenu
» de reconnaître le domaine direct du duc de
» Savoie (alors roi de Sicile) sur les onze parts
» de douze de Menton et sur la totalité de Rocque-
» brune; d'en prendre de lui les investitures; de
» lui rendre foi et hommage en la forme que ses

» prédécesseurs avaient fait en l'année 1448, et
 » autres années, jusques et y compris 1506. »

Ex exécution de cette sentence, Antoine Grimaldi, prince de Monaco, reçut de Victor-Amédée II l'investiture des deux fiefs dont il s'agit, en la personne du président Lombard de Gourdon, son procureur, le 12 août 1716.

XII.

Quoique la sentence dont on vient de parler eût remplacé, en droit, les territoires de Menton et de Roquebrune sous la supériorité directe et la haute souveraineté de la maison de Savoie, les rois de France ne continuèrent pas moins à abuser, de temps en temps, de la protection qu'ils croyaient pouvoir exercer sur la principauté de Monaco en vertu du traité de Péronne. C'est ainsi qu'en 1730, ils mirent garnison à Menton, et firent déployer, dans cette ville, l'étendard français. Ce mode d'agir, qui était attentatoire aux investitures dont la légitimité avait été consacrée par la sentence précitée, donna de l'ombrage au roi de Sardaigne, qui recourut aux négociations pour faire respecter ses prérogatives.

En 1731, Louise-Hyppolite Grimaldi, qui avait

épousé Jacques de Torigny, ayant succédé à Antoine Grimaldi, son père, fit hommage à Charles-Émmanuel III des fiefs de Menton et de Roquebrune, et en passa reconnaissance, conformément aux actes précédents, et notamment à celui du 12 août 1716.

Cette reconnaissance fut renouvelée par Honoré Grimaldi (Honoré III), le 15 avril 1733, à l'occasion de son avènement à la principauté de Monaco.

Depuis lors, les princes de Monaco essayèrent bien encore, sinon de désertier la mouvance des rois de Sardaigne, chose difficile, du moins d'en écarter ce qu'ils y trouvaient de plus lourd: ils refusèrent d'accepter les deux-cents florins qui leur étaient dûs annuellement, comme corréctif de la charge qu'ils avaient prise de fournir, quand ils en seraient requis, mille arbalétriers, pour la défense du comté de Nice. Le gouvernement sarde ne prit pas d'abord garde à la pensée déloyale qui se cachait sous ce refus; à la fin pourtant il s'en aperçut, et fit, pendant plusieurs années, opérer la consignation judiciaire de cette pension. Le prince Honoré III, n'ayant aucun motif plausible pour persister dans ce système de dénégation, crut arriver au but qu'il se proposait, en demandant le paiement intégral de toutes les an-

nuités échues, sans exception; mais on se borna à lui offrir celles des derniers vingt-neuf ans, en opposant de prescription quant aux autres. Des négociations furent entamées sur ce point entre les délégués spéciaux des parties intéressées; le chevalier Millo, mandataire du prince de Monaco, souleva des difficultés infinies; force lui fut toutefois d'accepter les offres susdites. Un billet royal du 9 février 1761 régla le montant de la dette, et en prescrivit le paiement.

Victor-Amédée III étant monté sur le trône, reçut, le 1^{er} juin 1775, l'hommage et le serment de son vassal, et en fit dresser un acte, qui, bien que rédigé en langue italienne, reproduit assez exactement le texte des inféodations primitives. Voici un fragment de cet acte qui servira toujours plus à fixer les idées du lecteur sur la nature des fiefs de Rocquebrune et de Menton. Le roi investit Honoré Grimaldi *in feudo nobile, ligio antico, avito e paterno, e sotto l'omaggio e fedeltà nobile e ligia, per esso e suoi figliuoli nati e nascituri sino all'infinito, di dette parti ondici delle dodici di Mentone, e di tutto ciò che di ragione, azione, dreitura, proprietà e reclamo ha e può avere nel luogo sudetto, mandamento e territorio di Roccabruna, con tutti li loro territorii e confini,*

feudi, retro-feudi, fedeltà, omaggi, uomini nobili ed ignobili, censi, redditi, servizi, laudemi, vendite, sucessioni, angarie, perangarie, tagli, bandi, proclami, condanne, obvenzioni, decime, alpi, pasquaggi, pesca, caccia, boschi, prati, vigne, terre colte ed incolte, monti, piani, pascoli, strade, passaggi pubblici e privati, acque, acquaggi, decorsi d'acque, forni e molini, resighe e battitori ed altri edifizii e ragione di quelli costruire, e qualunque regalia, col mero e misto impero, omnimoda giuridizione e possanza del coltello ed esercizio di quella, tanto di ragione che di consuetudine, in qualunque maschio o femmina, tanto della patria che forestiere, che in detti luoghi venissero a delinquere, forche, pilastri, berline ed altri supplizi necessari per l'esercizio ed esecuzione delle cose permesse, con libera e totale potestà di costituire in detti luoghi, tenere, deporre e riporre qualunque castellani, giudici ed altri ufficiali, ad esercitare detto mero e misto impero ed omnimoda giuridizione, con li pedaggi, gabelle, esazioni, mercati, leide, pesi e misure, usi, consuetudini, libertà, prerogative, pertinenze e dipendenze di detti castelli e mandamenti, e delle appellazioni, loro esame, cognizione, terminazione e definizione, ed altri diritti come avanti

le precedenti infeudazioni. Di più investisce il medesimo, in feudo nobile, antico, avito e paterno, e sotto l'omaggio e fedeltà nobile è ligia dell'annuo reddito di fiorini ducento di piccol peso, e cadun fiorino alla ragione di grossi dodici della moneta corrente al tempo della loro infeudazione, da pagarsi sopra la gabella de' sali del contado di Nizza, in cadun anno, al predetto principe di Monaco, o suoi, nel giorno e festa di S. Gio. Battista, stati detti fiorini ducento valutati a ragione di lire settecento venti sette, soldi cinque, danari dieci di Piemonte, e generalmente di tutti gli altri feudi, retro-feudi, cose e beni feudali che detto principe tiene e possiede, se moventi dal diretto dominio e superiorità della S. R. M. S., quali cose tutte ha concesse e concede all'istesso principe; etc.

Pour ce qui est des questions de territoire entre Monaco et la Turbie, elles avaient été décidées irrévocablement par une déclaration du roi de Sardaigne du 18 novembre 1760, approuvée par Honoré III, sous les auspices de Sa Majesté Très-chrétienne.

XIII.

Avant d'examiner sous quelles conditions politiques les traités du 30 mars 1814 et du 20 novembre 1815 ont rétabli la principauté de Monaco, que la révolution française avait effacée, vingt ans auparavant, de la carte de l'Europe, il est nécessaire de bien arrêter les idées du lecteur sur la portée et les effets des lois qui ont aboli en France le régime féodal. Les considérations qui vont être présentées méritent quelque attention.

Parmi les nombreuses distinctions admises en matière féodale, il y en a une qui est ici des plus importantes: c'est la division des fiefs en fiefs avec juridiction et fiefs sans juridiction. L'abolition de la féodalité a fait à ces deux espèces de fiefs des destinées entièrement contraires: dans les premiers, le domaine utile s'est consolidé avec le domaine direct; dans les seconds, le domaine direct s'est consolidé avec le domaine utile.

Les fiefs avec juridiction étaient, ainsi que l'indique leur dénomination, ceux en vertu desquels le feudataire possédait en totalité ou pour une partie quelconque l'exercice de la puissance publique, du pouvoir souverain. Ce pouvoir était

de nature à se fractionner et se fractionnait la plupart du temps en une infinité de parcelles diverses.

Si l'on parcourt l'échelle des vassaux investis de droits juridictionnels, on y trouve des variétés, des nuances pour ainsi dire sans fin.

Les uns, comme les seigneurs de Monaco, et comme le plus grand nombre de nos anciennes familles féodales et la presque généralité de nos évêques, jouissaient de la plénitude du pouvoir judiciaire. Ils exerçaient par le ministère des juges et officiers qu'ils nommaient et destituaient à volonté, ce qu'on appelait la haute, la moyenne et la basse justice, le *ius gladii*, ou droit d'infliger le dernier supplice, et de tenir des potences constamment dressées sur les limites de leur territoire. Ils avaient quelquefois la faculté de battre monnaie; toujours celle de percevoir les péages établis sur les routes et sur les fleuves navigables, les leydes ou droits des foires et marchés, les laods ou émoluments des ventes et échanges, les gabelles, les bénéfices attachés à la surveillance des poids et mesures, etc. Ils pouvaient enfin demander à leurs sujets des subsides, dans les cas prévus par les lois et par les coutumes.

Les autres, quoique possédant la haute justice,

étaient sans juridiction pour faire juger les causes d'appel.

La justice criminelle, qui, par l'effet du système alors admis du rachat des peines corporelles et afflictives, rendait souvent de fortes sommes à ceux qui l'exerçaient, avait surtout subi un fractionnement dont les personnes étrangères à l'étude des documents originaux des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles ont beaucoup de peine à se faire une idée exacte. La limitation du pouvoir du vassal à la connaissance de telle ou telle espèce d'infraction était chose ordinaire. Parfois le jugement des crimes appartenait au feudataire, et l'exécution de la sentence au suzerain, ou *viceversa*. Parfois encore le vassal ou ses officiers procédaient aux informations nécessaires à la preuve du délit, et en percevaient les émoluments; puis la procédure achevée, devaient remettre le coupable entre les mains du suzerain qui le faisait juger par ses propres juges. Dans certaines circonscriptions féodales, le vassal, bien que haut justicier, était incompétent pour connaître des méfaits commis sur les grands chemins; le suzerain seul en avait le droit.

Avant que la révolution de 1789 vint renverser ce système déjà chancelant, il s'était opéré, non seulement en France, mais encore chez nous et

dans toute l'Europe, un travail de concentration qui avait enlevé aux seigneurs une grande partie de l'indépendance dont ils jouissaient autrefois en matière de juridiction, et qui aurait fini par réunir entre les mains de l'autorité royale toutes ces fractions de la puissance publique disséminées sur le territoire, et consolidées en quelque sorte avec le domaine utile du sol. On n'a qu'à ouvrir les statuts d'Amédée VIII, ceux de ses successeurs, et même les constitutions de 1720 et de 1770, pour se convaincre que si, à la fin du xviii^e siècle, les seigneurs de notre pays possédaient encore leur ancienne juridiction, ils ne pouvaient toutefois l'exercer que conformément aux lois générales de l'état.

Les princes de Monaco, qui certes n'étaient pas plus puissants que les autres grands vassaux de la maison de Savoie, et qui, à plusieurs égards, étaient inférieurs à un certain nombre d'entr'eux, devaient naturellement subir la loi commune, à raison des fiefs de Menton et de Roquebrune. S'ils purent quelquefois se soustraire à cette dépendance légitime, et se croire, d'une manière absolue, princes souverains, comme en 1678, époque à laquelle ils promulguèrent des statuts, sans la permission des ducs de Savoie, leurs mai-

tres, leurs véritables maîtres quant aux deux fiefs ci-dessus cités, s'ils purent, disons-nous, agir de la sorte, ce fut, grâce à la protection de l'Espagne, puis à celle de la France, ce qui démontre toujours plus combien ces deux protections successives, la seconde surtout, furent lésives des droits de haute souveraineté appartenant à la couronne de Sardaigne sur les fiefs dont il s'agit.

Enfin la révolution française éclata, et le régime féodal fut déclaré aboli en France par la loi du 4 août 1789.

L'article 4 de cette loi, qui plus tard devint applicable à nos contrées, porte « que les justices » seigneuriales sont supprimées sans indemnité », ce qui veut dire que les juridictions dont les seigneurs avaient été jadis investis à titre de fiefs, durent faire retour au roi et à l'état. Une infinité de feudataires qui possédaient des droits pour le moins aussi considérables que ceux dont les princes de Monaco jouissaient sur Menton et Roquebrune, et qui portaient comme eux le titre de princes, furent alors privés à tout jamais de l'exercice de ces mêmes droits devenus incompatibles avec le principe d'unité qui formait l'essence du nouveau gouvernement. Aussi la France, lorsqu'elle se fut emparée de l'Italie, ne fit point valoir, à

l'égard du prince de Monaco, le droit de conquête, mais lui appliqua purement et simplement les lois abolitives de la féodalité, comme aurait pu le faire le roi de Sardaigne, s'il eût lui-même promulgué ces lois. La juridiction qui appartenait à ce prince en vertu des inféodations de 1448 et 1477 fut supprimée, comme elle le fut pour tous les autres vassaux du Piémont, du comté de Nice et de la Savoie.

Ceci explique, ce semble, assez clairement ce que nous énoncions il y a un instant, que, dans les fiefs de juridiction, par l'effet des lois suppressives du régime féodal, le domaine utile s'est consolidé avec le domaine direct, ou en d'autres termes, a été absorbé par la souveraineté. Il résulte encore de là que les lois que nous venons de citer, loin de pouvoir favoriser les prétentions des princes de Monaco à la souveraineté absolue de Menton et de Roquebrune, les renversent de fond en comble.

Dans les fiefs sans juridiction, en vertu desquels les vassaux étaient tenus envers leur seigneur à des redevances de différents genres, et souvent même à des services corporels, il est arrivé le contraire de ce que nous avons vu dans les fiefs juridictionnels: le domaine direct est venu s'in-

corporer au domaine utile. Par la suppression de la féodalité, le feudataire est devenu propriétaire absolu des terres dont il ne jouissait précédemment que sous les conditions énoncées en l'acte d'inféodation. Cet affranchissement s'est opéré, dans certains cas, moyennant rachat, et dans d'autres, sans indemnité, ainsi que l'énonce l'article 1^{er} de la loi déjà citée du 4 août 1789 :

« L'assemblée nationale détruit entièrement le » régime féodal, et décrète que, dans les droits » et devoirs, tant féodaux que censuels, ceux » qui tiennent à la main morte réelle ou per- » sonnelle et à la servitude personnelle, et ceux » qui les représentent, sont abolis sans indemnité, » et tous les autres déclarés rachetables ; et le » prix et le mode du rachat seront fixés par l'as- » semblée nationale. »

Ces dispositions furent successivement étendues et modifiées par d'autres lois, et notamment par celles du 15 mai 1790 et du 17 juillet 1793.

XIV.

Les événements de 1814 ayant rendu les États Sardes à leurs princes légitimes, les lois françaises qui avaient prononcé l'abolition de la féodalité

cessèrent d'y être en vigueur, et les choses retournèrent à leur ancien état, sauf le maintien des droits acquis. Mais, en cette matière, les droits acquis étaient tels qu'ils ne laissaient revivre nulle-part le régime déchu. De même en effet, que les possesseurs de biens jadis grevés de charges féodales, de services, de redevances, de prestations, durent considérer comme un droit acquis l'affranchissement de ces mêmes biens; de même les individus qui avaient succédé aux feudataires précédemment investis de fiefs juridictionnels ne purent plus prétendre à l'exercice d'une juridiction qui avait fait légalement retour à l'état.

D'après ces principes, on ne saurait mettre en doute que la juridiction et moyenne souveraineté de Rocquebrune et des onze douzièmes de Menton, qui appartenaient précédemment aux princes de Monaco, en vertu des inféodations de 1448 et 1477, ne dussent être attribuées aux rois de Sardaigne, dont les ancêtres, par ces mêmes actes, s'en étaient réservée la haute souveraineté et le domaine direct. Les rois de Sardaigne en effet succédaient en ceci aux droits du gouvernement français; et les princes de Monaco n'auraient pas été plus fondés à faire revivre, à cet égard, les moindres prétentions, que ne l'auraient pu faire,

au sujet de leurs propres fiefs, ces myriades de vassaux qui possédaient chez nous la haute justice et l'omnimode juridiction.

Il y a mieux encore. On a vu au commencement de ce mémoire qu'en ce qui touche le château et la ville de Monaco, les anciens Grimaldi étaient feudataires de la république de Gènes, qui elle-même les tenait en fief de l'empire; et si l'on voulait une plus ample confirmation de ce fait, on pourrait la trouver dans un diplôme de l'empereur Sigismond, rapporté par Lunig, où les Grimaldi sont placés nominativement sous la dépendance féodale de la commune de Gènes et de ses consuls, et où ce monarque déclare qu'ils devront obéir aux Génois, *maxime nobilibus comitibus de Grimaldis quatenus sibi pareant*. Or les rois de Sardaigne ayant obtenu, à la restauration, l'annexion de la Ligurie à leurs états, il s'ensuit qu'ils auraient pu faire valoir sur Monaco les mêmes droits de retour que sur Menton et Roquebrune.

Mais, dans le traité de Paris du 30 mai 1814, fut glissée une phrase ou plutôt un lambeau de phrase, qui, par une exception d'autant plus exorbitante qu'elle n'était pas formulée expressément, et se produisait d'une manière en quelque sorte

clandestine et furtive, plaça le prince de Monaco en dehors du droit public de l'Europe.

En effet, tandis que les plénipotentiaires signataires de ce traité proclamaient hautement le maintien des droits acquis; tandis qu'ils décidaient que l'Italie se composerait désormais d'états libres et indépendants, ils laissaient, comme par l'effet d'un oubli complet de ces principes, insérer dans l'article 3, n° 8, de ce traité, cette disposition étrange : « la principauté de Monaco étant toute-
» fois replacée dans les rapports où elle se trouvait
» avant le 1^{er} janvier 1792. »

Ces mots furent, dit-on, insérés après coup, dans la minute du traité, par un diplomate d'une hardiesse et d'une habileté bien connues; la forme grammaticale dont on a dû faire usage pour les lier avec la phrase principale le ferait déjà soupçonner, si l'on n'avait, d'autre part, de graves motifs de tenir ce fait pour certain.

Quoiqu'il en soit, la disposition qui rétablit le prince de Monaco dans les rapports où il se trouvait avant la révolution française (notez qu'on ne le crée nullement prince indépendant) n'est pas moins contraire aux principes qui ont été développés il y a un instant, que si l'on eût dit :
« M^r le gentilhomme tel, par exemple, M^r de

» la Vulpillière, M^r des Mazures, sera toutefois
 » rétabli dans l'exercice de la juridiction seigneuriale
 » qu'il possédait avant 1792 ; il pourra à
 » cet effet nommer un juge, un greffier, des
 » huissiers, des sergents et autres officiers, dans
 » toute l'étendue de son ressort, dresser des po-
 » tences aux confins de ses terres ; il jouira, en
 » un mot, du droit de haute, moyenne et basse
 » justice dont ses ancêtres avaient été jadis in-
 » vestis, etc. »

Il serait bien difficile de démontrer quelle différence il y a entre les deux cas.

Acceptons cependant la disposition dont il s'agit telle qu'elle a été formulée, et cherchons en les conséquences : « la principauté de Monaco étant
 » toutefois replacée dans les rapports où elle se
 » trouvait avant 1792. » Ces expressions sont générales et embrassent nécessairement tous les rapports que les princes de Monaco avaient autrefois, soit avec la France, soit avec la Sardaigne. Dès lors que le traité du 30 mai 1814 nous a soustraits, à cet égard, au nouveau droit public de l'Europe, et nous a reportés, par une exception inouïe, à un ordre de choses que l'on ne pouvait régulièrement faire revivre, il faut bien de toute nécessité invoquer les principes, les règles, la

législation en vigueur à l'époque vers laquelle on nous fait reculer. Si la France a cru pouvoir alors ressusciter le traité de Péronne, la Sardaigne n'a fait qu'user d'une attribution mille fois plus réelle et plus légitime, en exhumant les inféodations de 1448 et de 1477, ainsi que toutes les reconnaissances qui les ont suivies, en disant : « Voilà mon droit. »

Le traité de Péronne (et nous l'avons déjà démontré de la manière la plus péremptoire), était, en plusieurs de ses dispositions, attentatoire à la supériorité féodale qui compétait à la maison de Savoie sur Menton et Roquebrune. Cette auguste maison avait sur ces deux fiefs quelque chose de singulièrement plus élevé et plus important qu'un simple protectorat qui ne pouvait légalement concerner que la personne du protégé; elle en possédait le domaine direct et la haute souveraineté, avec droit de réversion dans les cas prévus par les lois et usages féodaux; elle possédait cela, non-seulement en vertu des inféodations primordiales, mais comme investie du vicariat perpétuel de l'empire, qui avait mis entre ses mains la juridiction suprême de l'empereur.

Quant à Monaco, les rois de Sardaigne n'avaient primitivement rien à y prétendre; mais

depuis qu'ils sont devenus maîtres du territoire de la république de Gènes, ils ont pu et peuvent encore aujourd'hui faire valoir les droits qui compétaient à cette république sur la localité dont il est question, droits incontestables, et dérivant des actes anciens qui ont été cités précédemment.

Le maintien du protectorat français sur une principauté enclavée dans les États-Sardes était trop contraire, nous ne dirons pas aux principes d'une sage politique, mais même au bon sens, pour qu'on ne songeât pas à le faire disparaître du code diplomatique de l'Europe. Aussi, par le second traité de Paris du 20 novembre 1815, art. 1^{er} n° 4, fut-il dit : « que les rapports que » le traité de 1814 avaient établis entre la France » et la principauté de Monaco cesseront à perpétuité, et que les mêmes rapports existeront » entre cette principauté et S. M. le roi de Sardaigne. »

Ensuite de ce second traité, Victor-Emmanuel I^{er} rendit, le 8 novembre 1817, un décret, par lequel il règle les conditions à observer relativement à l'entretien des troupes qu'il devait mettre en garnison à Monaco. Dans ce décret sont reproduits presque textuellement plusieurs articles du traité de Péronne.

Déjà auparavant, c'est-à-dire le 30 novembre 1816, le prince de Monaco avait reçu de Sa Majesté l'investiture des onze douzièmes de Menton et de la totalité de Rocquebrune. Cet acte d'hommage fut renouvelé en 1842, en faveur des rois Charles-Félix et Charles-Albert.

XV.

Les signataires du traité de Paris du 30 mai 1814, en rétablissant la principauté de Monaco dans ses anciens rapports politiques, avaient si peu pris garde aux difficultés que devait entraîner ce rétablissement, qu'ils ne songèrent pas même à décider, en faveur de la famille actuellement régnante à Monaco (la famille des comtes de Matignon) une question, pour elle, des plus importantes. Rien n'était moins certain, en effet, que cette famille, étrangère à celle des Grimaldi, pût légitimement être remise en possession de la principauté dont il s'agit.

En 1731, Antoine Grimaldi avait passé de vie à trépas, laissant une fille unique, Louise-Hypolite, femme de Jacques de Matignon. D'après les lois qui régissaient les fiefs de l'empire, en matière de succession, les filles étaient inhabiles

à succéder, tant qu'il subsistait des agnats, c'est-à-dire des mâles descendants des mâles. Or à l'époque où Antoine Grimaldi mourut, deux branches agnates de sa famille existaient encore : l'une, à un degré assez rapproché, issue de Gaspard Grimaldi, marquis de Cagnes, frère aîné d'un Lambert Grimaldi, que nous avons déjà eu l'occasion de citer dans le cours de ce mémoire; l'autre, à un degré plus éloigné, issue de Luchetto Grimaldi, seigneur *della Pietra*, qui vivait au ^{xiv}^{ème} siècle.

Lorsque Louise-Hyppolite Grimaldi se mit en possession de la succession paternelle, le marquis de Cagnes, alors en bas âge, ne fit point valoir les prétentions qu'il pouvait avoir sur la principauté de Monaco. Mais en 1761, le 12 janvier, un de ses fils, le marquis Sauveur-Gaspard, adressa à la cour de France une protestation contre ce qu'il appelait l'usurpation de la famille des comtes de Matignon. En 1774, il renouvela cette protestation à Vienne, par devant le conseil anlique. La révolution française, qui survint ensuite, fut une des causes qui empêchèrent qu'on ne donnât cours à ses justes réclamations. Il était, en effet, de toute évidence que les fiefs de Monaco, Menton et Roquebrune constituaient de véritables fiefs impériaux, d'où la conséquence

que Louise-Hyppolite Grimaldi, mariée au comte Jacques de Matignon, n'avait pu en prendre possession que par une violation des lois bien connues qui réglaient l'ordre à suivre dans les successions de cette espèce de fiefs.

Depuis la restauration, la branche des Grimaldi de Cagnes fit plusieurs fois des démarches pour obtenir la décision d'une question qui l'intéressait à un si haut point. Le 21 janvier 1841, avant que S. M. le roi Charles-Albert donnât au prince Florestan l'investiture de Menton et de Roquebrune, le marquis Charles-Philippe-Anguste de Cagnes, général en retraite, résidant alors à St-Marcellin en France, adressa au gouvernement sarde un mémoire pour justifier de ses droits de préférence, et demander la suspension de l'inféodation. Le roi, jugeant sans doute que cette inféodation, qui ne pouvait être que la reproduction de celles de 1716, de 1733, de 1775 et de 1816, ne nuirait pas aux droits du recourant, s'ils étaient fondés, ne jugea pas à propos de déférer à la demande; il accorda au prince Florestan l'investiture dont il est question, ce qui fut cause que, le 16 janvier 1842, ce même marquis de Cagnes fit remettre au cabinet de Turin une nouvelle note où il protestait contre cet acte.

Dans l'intervalle, le marquis Grimaldi *della Pietra*, de Gènes, qui, ainsi qu'on l'a vu, descendait de Luchetto Grimaldi, avait à son tour protesté, d'abord de son chef, puis comme mandataire des marquis de Cagnes, contre l'intrusion de la famille de Matignon dans la principauté de Monaco; il offrait même, dans le cas où ses prétentions seraient accueillies, de faire cession de tous ses droits à S. M. le roi de Sardaigne; mais on ne donna pas suite à ce recours, à cause des difficultés internationales auxquelles sa prise en considération n'aurait pas manqué de donner lieu.

XVI.

De tout ce qui précède il résulte :

1° Qu'au ^{xii}^{ème} siècle, le rocher de Monaco fut donné en fief aux Génois par les empereurs d'Allemagne, et que successivement les Grimaldi en acquirent le domaine utile, sous la supériorité féodale de la république de Gènes.

2° Que Menton et Rocquebrune, après avoir appartenu aux Lascaris, comtes de Ventimiglia, sous la mouvance directe de l'empire, passèrent aux Grimaldi, qui, à l'exemple de ces mêmes Lascaris, devaient en faire hommage aux Génois.

3° Que Monaco, Menton et Rocquebrune furent incontestablement des fiefs impériaux.

4° Qu'en 1448, Jean Grimaldi, seigneur de Monaco, fit donation de la moitié de Menton et de la totalité de Rocquebrune à Louis, duc de Savoie, qui lui en restitua immédiatement le domaine utile, à titre de fief.

5° Qu'en 1477, les ducs de Savoie acquirent de la même manière les cinq sixièmes de la moitié restante de Menton.

6° Que, par les actes précités, les seigneurs de Monaco furent investis de la plénitude du pouvoir juridictionnel sur Menton et Rocquebrune, et de tous les droits régaliens alors existants dans ces deux localités.

7° Que, dès le xvi^{ème} siècle, la maison de Savoie posséda cette haute souveraineté, non-seulement par l'effet naturel des inféodations ci-dessus citées, mais encore comme ayant été investie par les empereurs du vicariat perpétuel de l'empire sur tous les fiefs de leurs états, et notamment sur Menton et Rocquebrune, ainsi qu'il en résulte des diplômes impériaux de 1588, 1613, 1621, 1632.

8° Que les fiefs de Menton et de Rocquebrune constituaient, à l'égard de la maison de Savoie,

des fiefs liges, dont la nature était de lier le feudataire au suzerain d'une manière absolue, sans que le premier pût reconnaître d'autre supérieur que celui-ci.

9° Qu'en 1512, les seigneurs de Monaco, voulant se préparer de longue main les moyens de s'affranchir de toute dépendance féodale, se mirent sous la protection de la France, et obtinrent de Louis XII des lettres-patentes énonçant, contre vérité, qu'ils ne tenaient et n'avaient jamais tenu la seigneurie de Monaco que de Dieu et de leur épée.

10° Qu'en 1524, ils désertèrent le protectorat français, pour aller se placer sous la protection de l'Espagne.

11° Qu'en 1641, ils abandonnèrent la protection espagnole, pour aller se placer sous le protectorat français.

12° Que ce dernier protectorat, stipulé dans le traité de Péronne du 14 septembre de ladite année, fut complètement lésif des droits de haute souveraineté appartenant à la maison de Savoie sur Menton et Roquebrune.

13° Que les rois de Sardaigne réclamèrent contre l'exécution de ce traité.

14° Que, grâce aux protections dont il s'agit,

les seigneurs de Monaco purent, pendant quelque temps, dénier impunément la foi et l'hommage qu'ils devaient à leurs véritables souverains.

15° Qu'à ce délit de félonie, prévu par les lois féodales, et entraînant la commise, la caducité des fiefs, ils ajoutèrent celui d'avoir entretenu, pendant trois siècles, des querelles de territoire entre leurs sujets et ceux de la maison de Savoie, et d'avoir empêché ces derniers d'exercer des droits légitimement acquis.

16° Que, par sentence contumaciale du 26 avril 1583, la chambre des comptes de Turin les déclara déchus des fiefs de Menton et de Roquebrune, et pronouça l'annexion de ces fiefs au domaine ducal.

17° Que cette sentence ne put être exécutée par suite de l'empêchement que les Espagnols y apportèrent.

18° Que, nonobstant cette sentence, les seigneurs de Monaco persistèrent dans leur système de dénégation.

19° Que la question ayant été portée, par le duc de Savoie, à l'assemblée générale d'Utrecht, il fut décidé qu'elle serait remise à l'arbitrage du roi de France et de la reine d'Angleterre.

20° Que, par sentence rendue le 22 juin 1714,

par les délégués de ces deux puissances, les seigneurs de Monaco furent déclarés vassaux des ducs de Savoie, pour les onze douzièmes de Menton et la totalité de Rocquebrune.

21° Que, malgré ladite sentence, les seigneurs de Monaco cherchèrent encore à esquiver, sinon pour le tout, du moins en partie, la supériorité féodale des rois de Sardaigne, en refusant de recevoir la pension annuelle qui leur avait été inféodée, comme correspectif de l'obligation où ils étaient de fournir à leurs souverains un certain nombre de soldats en cas de guerre.

22° Qu'en exécution de cette sentence les princes de Monaco durent prendre, des rois de Sardaigne, l'investiture de Menton et de Rocquebrune, en 1716, 1731, 1733, 1775.

23° Que, par l'effet des lois abolitives de la féodalité, publiées d'abord en France, et devenues ensuite exécutoires dans notre pays, la juridiction toute féodale dont les princes de Monaco jouissaient, tant à Monaco qu'à Menton et Rocquebrune, et qui constituait le domaine utile de ces fiefs, se consolida avec le domaine direct, et fit retour à l'état.

24° Qu'en ceci, les princes de Monaco se trouvèrent dans la même situation que les autres

vassaux de la maison de Savoie, et qu'il n'y avait aucune raison de séparer la condition des premiers de celle des seconds.

25° Qu'en 1814, les princes de Monaco n'auraient pas dû être mieux rétablis dans leur ancienne juridiction que ne le furent les autres feudataires, puisqu'il y avait entre eux, tous parité de cas, et que la suppression des justices seigneuriales était devenue pour l'état un véritable droit acquis.

26° Que c'est donc contrairement aux principes des droits acquis, et en violation du nouveau droit public de l'Europe, que le traité de Paris du 30 mai 1814 a replacé la principauté de Monaco « dans les rapports où elle était avant » 1792. »

27° Que cette disposition, qui est générale, a nécessairement fait revivre, quant à la principauté susdite, le régime féodal.

28° Que cela est tellement vrai, que, si l'on disait que, par le traité dont il s'agit, la principauté de Monaco n'a pas été replacée sous l'empire de la féodalité (exception, à la vérité, inouïe et exorbitante), il faudrait en conclure que cette principauté n'existe pas, puisqu'elle ne peut exister que comme fief.

29° Qu'il en serait autrement, si le traité ci-dessus cité avait changé, du moins en ce qui concerne Menton et Rocquebrune, la nature de la principauté en question, et l'eût transformée en principauté souveraine, de simple fief qu'elle était; mais que rien de semblable n'a été dit alors, et que cette même principauté a été purement et simplement rétablie « dans les rapports » où elle se trouvait avant 1792. »

30° Que les princes de Monaco, en soutenant, en ce qui les concerne, l'abolition du régime féodal, méconnaissent leurs propres intérêts, et ruinent le principe même de leur existence.

31° Qu'il n'y a en Piémont aucune loi qui abolisse, en thèse générale, le régime féodal; que ce régime repose d'ailleurs sur le grand principe de l'association, lequel, bien que susceptible de transformations diverses, selon les besoins de la société, ne saurait toutefois périr.

32° Que c'est donc légitimement que les rois Victor-Emmanuel I^{er}, Charles-Félix et Charles-Albert ont accordé, en 1816, 1822 et 1841, les investitures de Menton et Rocquebrune aux princes de Monaco, et ont reçu leur foi et hommage, ainsi que leur serment de fidélité, conformément aux anciennes inféodations.

33° Que le gouvernement sarde, ayant succédé aux droits de la république de Gènes, aurait pu également exiger que les princes de Monaco lui demandassent l'investiture de la ville de Monaco et de son territoire, à raison desquels ils étaient jadis feudataires des Génois.

34° Que les rapports féodaux des princes de Monaco avec les rois de Sardaigne, ayant été rétablis, sous le point de vue diplomatique, par le traité du 30 mai 1814, et sanctionnés depuis lors par des actes d'exécution, le gouvernement sarde est fondé à invoquer aujourd'hui, contre ses feudataires, toutes les causes de déchéance prévues par le droit féodal, et notamment celle qui consiste dans l'abus de la chose donnée en fief, s'il y a lieu.

35° Qu'il y aurait à examiner, avant tout, la question de savoir, si, au point de vue politique, les dispositions du traité ci-dessus cité, touchant la principauté de Monaco, qui est enclavée dans les États-Sardes, devraient être maintenues; si ces dispositions ne constituent pas une anomalie étrange, une violation flagrante des droits acquis, une contradiction inouïe avec les principes mêmes proclamés dans l'acte dont elles font partie, et s'il ne conviendrait pas de les abolir, comme

incompatibles avec le nouveau droit public de l'Europe.

36° Qu'enfin il y aurait à examiner encore la question de savoir si la famille de Matignon est en légitime possession de la principauté de Monaco.

Turin, ce 1^{er} mars 1850.

LÉON MENABRÈA

Substitut Avocat Général à la Cour d'Appel de Savoie,
Membre de la Commission de Législation à Turin.



VA1 1528845